

# Préface



© Météo-France, Pascal Taburet

L'année 2005 restera celle de l'entrée en vigueur - si longtemps attendue - du protocole de Kyoto et celle où l'actualité nationale et internationale a confirmé que le développement durable était de plus en plus au cœur des préoccupations des concitoyens et de leurs dirigeants.

Ainsi, le sommet du G8 organisé à Gleneagles, les 7 et 8 juillet 2005, illustre un consensus croissant des gouvernements des grandes puissances mondiales, malgré une attente d'évolution de la posture officielle des États-Unis. On note toutefois que des décisions frappantes d'atténuation du changement climatique sont prises par des États tels que la Californie, dont le poids économique est considérable.

En France, comme en témoigne le lancement de la mission d'information parlementaire sur l'effet de serre, en octobre 2005, cette préoccupation peut transcender les clivages partisans, ce qui contribue à la sensibilisation du public le plus large.

Dans un tel contexte, le rôle de Météo-France est d'apporter l'éclairage scientifique, indispensable à la définition des politiques publiques du développement durable, et le soutien opérationnel nécessaire à leur mise en œuvre. Il s'agit pour nous, bien sûr,

d'appuyer les politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, mais également d'apporter notre pierre aux systèmes de plus en plus sophistiqués de prévention et de gestion des risques multiples, dont les conséquences économiques et sociales peuvent être considérables. Enfin, nos services d'information viennent en appui de l'action des industriels, dans une économie où la performance environnementale prend une place croissante.

C'est une grande satisfaction pour Météo-France de faire découvrir les multiples facettes de son action en faveur du développement durable, par ce rapport qui couvre l'année 2005 et la première moitié de 2006.

Vous constaterez que la recherche et la science climatologique y tiennent une large place, donnant à l'action de reconstitution du climat passé et de simulation des scénarios du changement climatique futur, la rigueur et l'objectivité indispensables. La coopération avec les autres sources d'expertise françaises, notamment l'Institut Pierre-Simon Laplace (IPSL), constitue une garantie supplémentaire et elle traduit un engagement d'ouverture à long terme. C'est d'ailleurs ensemble que Météo-France et l'IPSL ont présenté leurs dernières simulations du changement

climatique, que ce soit à la presse nationale en juin 2005, ou aux experts internationaux réunis en décembre à Montréal pour la 11<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention Cadre sur le changement climatique.

Plus largement, de par les missions qui lui sont confiées, Météo-France est amené à jouer un rôle de plus en plus important dans les nombreuses thématiques qui s'organisent autour du développement durable, au plan national et international, et je veillerai à ce que ce domaine d'action, qui est plus que jamais au cœur des grands enjeux de notre société, demeure une priorité de l'établissement. Météo-France doit en effet être une des voix qui s'expriment sur ces questions essentielles pour faire progresser la connaissance collective et faciliter l'action publique.

Le président-directeur général  
Pierre-Étienne Bisch



## Météo-France et le développement durable

En tant qu'établissement public, Météo-France exerce des missions qui relèvent du secteur des services, dont l'impact direct sur l'environnement est pratiquement marginal, car limité à la gestion d'implantations immobilières et d'infrastructures techniques faiblement consommatrices d'énergie et non polluantes.

Ce constat n'exclut en rien de participer à l'effort de gestion éco-responsable du secteur public.

Toutefois, il importe d'apprécier plus largement les contributions directes ou indirectes de Météo-France à la stratégie nationale de développement durable, dans des domaines aussi diversifiés que :

- l'aide à la définition et, dans une certaine mesure, à l'évaluation des politiques publiques intégrant l'objectif de développement durable ;
- la mise en oeuvre de ces politiques, aux niveaux national, régional, départemental et local, notamment dans le domaine de la prévention et de la gestion des risques et de la surveillance environnementale ;
- la fourniture de produits et de services aux acteurs publics et privés dont l'activité dépend de l'environnement, du point de vue économique ou de la sécurité, ou qui s'engagent à limiter leur impact sur l'environnement par une meilleure prise en compte de l'information et des prévisions environnementales ;
- la sensibilisation et la formation du public et des acteurs publics et privés, dans les domaines de compétences spécifiques à Météo-France, notamment le changement climatique et les risques météorologiques.

